

DIGNITÉ, RESPECT DE LA DÉMOCRATIE ET JUSTICE SOCIALE, MAINTENANT !

Déclaration de l'Association nationale des élu·e·s communistes et républicains

Notre pays connaît une colère populaire légitime.

Ne plus pouvoir vivre de son salaire. Craindre pour son avenir, pour celui de ses enfants, pour celui des générations futures quand une minorité de privilégiés s'accapare l'essentiel des fruits du travail collectif est devenu intolérable pour la majorité de nos concitoyen·ne·s qui le manifeste sous des formes multiples.

Les maires et les élu·e·s locaux rassemblé·e·s dans l'ANECR vivent et partagent cette réalité quotidienne et la colère du peuple.

Dans l'exercice des missions que le peuple des villes et des campagnes leur a confiées, les communes, les conseils départementaux et régionaux sont souvent les correcteurs, les amortisseurs des inégalités générées par le système actuel. Mais ils sont désormais empêchés. Les élu·e·s se heurtent quotidiennement à une machine gouvernementale qui n'a aucune ambition émancipatrice. Son seul but est de rogner sur les finances publiques au détriment des services publics, aggravant les disproportions entre les territoires et entre les citoyen·ne·s, accélérant un changement sociétal majeur.

La suppression de 13 milliards d'euros de dotations destinées aux collectivités territoriales est inacceptable. Elle intervient alors que 40 milliards sont offerts sans contrepartie au monde économique au titre du CICE, et que 1,5 milliards d'euros sont restitués aux 5 000 contribuables les plus riches du pays... Ces faits illustrent les choix présidentiels.

Aux récriminations et aux demandes d'égalité du peuple et de ses élu·e·s, le président de République, son gouvernement et les élu·e·s qui s'en réclament ont toujours opposé, avec un dédain certain, une fin de non-recevoir.

Ces temps du mépris et du refus sont terminés. Le peuple de France et ses élu·e·s le font savoir. Ils réclament le respect, plus de démocratie, la justice sociale et de pouvoir vivre dignement dans un environnement protégé.

Nous demandons la prise en compte immédiate des revendications sociales exprimées en particulier par le mouvement des gilets jaunes et les syndicats professionnels, à commencer par l'annulation pure et simple des taxes carburant, l'augmentation du SMIC, le rétablissement de l'ISF et la suspension des coupes budgétaires affectant les dotations aux collectivités.

Nous invitons les maires, les élu·e·s locaux et nationaux de notre association :

- À ouvrir grandes les portes des mairies aux citoyennes et aux citoyens engagés dans ce vaste et salvateur mouvement populaire et à favoriser l'expression des revendications et des propositions (cahiers de doléances...).
- À réunir les forces associatives, citoyennes, politiques, sociales de leur commune pour favoriser les convergences de luttes.
- À se tenir aux côtés des lycéen·ne·s mobilisés et leur apporter, si besoin, l'aide nécessaire pour qu'ils puissent se réunir, s'organiser et conduire par eux-même leur mouvement, et à prendre toute initiative pour les protéger des insupportables violences policières.

Les élu·e·s communistes et républicains sont des acteurs quotidiens de la démocratie et les défenseurs du peuple. La France est riche, elle a les moyens de répondre aux exigences portées par le mouvement populaire. Nous lui apportons notre soutien et affirmons notre détermination à continuer de nous mobiliser, dans les luttes et dans les institutions, au service de l'intérêt commun pour qu'enfin l'humain d'abord et l'égalité soient au coeur des choix politiques, économiques, culturels et écologiques de notre pays.